



## **ASIE/PHILIPPINES - Vote de la « loi sur la santé reproductive » : opposition de l'Eglise au travers de la prière et du jeûne**

Manille (Agence Fides) – La lutte politique autour de la « loi sur la santé reproductive » (« Reproductive Health Bill »), le document qui entend introduire dans le pays des mesures telles que l'avortement, la contraception artificielle, l'éducation sexuelle et des méthodes de planification familiale est entrée dans le vif du sujet. Le projet de loi, pleinement appuyé par l'actuel Président Benigno Aquino, a rencontré, depuis plus de deux ans, la ferme opposition de l'Eglise catholique et des groupes « pro-vie » qui qualifient ces mesures de contraires à la vie, affirmant qu'elles « contredisent la protection de la vie et de la famille présentes dans la Constitution des Philippines ».

Le Président Aquino a aujourd'hui invité les membres de la Chambre des Représentants appartenant à sa coalition politique à faire passer la loi dans des délais restreints, voire même en une semaine. Juan Ponce-Enrile, Président du Sénat, l'autre branche du Parlement, a indiqué que les pressions du Président Aquino seront sans suite puisque, selon les procédures en vigueur, le projet doit passer trois fois devant l'Assemblée avant d'être votée, d'autant plus qu'il s'agit d'un thème très délicat.

Selon des sources de Fides, Aquino vise à faire approuver la loi avant l'échéance de son mandat, en 2016, laissant ainsi en héritage au pays l'accord de paix dans le sud des Philippines et une loi très importante en matière éthique, comme la « loi sur la santé reproductive ».

L'Eglise catholique a invité quant à elle tous les fidèles à faire usage « des armes de la prière et du jeûne contre cette mesure ». Dans une note envoyée à Fides, S.Exc. Mgr Gabriel Reyes, Evêque d'Antipolo et Président de la Commission pour la famille et pour la vie de la Conférence épiscopale des Philippines, annonce que les chrétiens prieront et jeûneront à partir d'aujourd'hui et pendant les jours suivants afin que nos législateurs n'approuvent pas le projet de loi ». « Nous demandons à Dieu de protéger la vie, la famille, le mariage et la jeunesse de notre pays » affirme l'Evêque. Les Evêques souhaitent en outre qu'en cas de votation au Parlement, cette dernière ait lieu par vote nominal et public et non pas au scrutin secret de manière à ce que « les citoyens sachent comment ont voté leurs représentants ».

Le catholique Rene Bullecer, Directeur du mouvement « pro-vie » Human Life International aux Philippines indique à Fides que « la mobilisation contre ce projet de loi se poursuivra à tous les niveaux : politique, social, culturel et spirituel, par le biais de veillées de prière dans tous les Diocèses ». (PA) (Agence Fides 03/12/2012)